Dynamiques environnementales

Journal international de géosciences et de l'environnement

41 | 2018

La science aux sommets

Chapitre 6 - La Commission des Travaux Scientifiques (1923-1928)

Jacques Malbos

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/dynenviron/1568>

DOI : 10.4000/dynenviron.1568

ISSN : 2534-4358

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2018

Pagination : 222-239

ISSN : 1968-469X

Référence électronique

Jacques Malbos, « Chapitre 6 - La Commission des Travaux Scientifiques (1923-1928) », *Dynamiques environnementales* [En ligne], 41 | 2018, mis en ligne le 01 juin 2019, consulté le 08 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/dynenviron/1568> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/dynenviron.1568>

La revue *Dynamiques environnementales* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Chapitre 6

La Commission des Travaux Scientifiques (1923-1928)

Les *Annuaire*s, puis la *Commission de Topographie*, ont été l'outil de l'imprévu et de l'urgence. Le temps des explorateurs passé, les structures institutionnelles (dans le cas présent le *Service Géographique de l'Armée*) sont, de fait, appelées à reprendre la main. Conséquence du conflit de 1914-1918, l'activité formelle de la *Commission de Topographie* connaîtra une interruption qui couvre non seulement la période des hostilités, mais également l'immédiat après-guerre. Paradoxe de la situation, bien que les activités scientifiques connaissent une parenthèse de neuf années, l'essentiel des travaux en cours se poursuit. La forte personnalisation des réalisations, le volontarisme qui anime leurs auteurs et les liens tissés tout au long des années de travaux en commun entre *alpinistes-topographes* et *Service Géographique de l'Armée*, constituent le socle de cette continuité. L'initiative individuelle a suppléé la parenthèse qui affecte le collectif ; en partie seulement !

L'intention de ce chapitre est de rendre accessible, au lecteur d'aujourd'hui, les avatars d'une conduite de l'action dont les conséquences demeurèrent hors contrôle. Comment et pourquoi la proposition du *Service Géographique*

de l'Armée s'est avérée, à terme, une vraie-fausse solution ? Comment et pourquoi la *Commission des Travaux Scientifiques*, création du Club Alpin, semble avoir été davantage l'instrument du *Service Géographique de l'Armée*, que l'expression d'un volontarisme au service d'une vocation ? Afin de décoller du conjoncturel et accéder au processus qui s'engage, il convient d'ouvrir le champ d'investigation.

Une décision sous l'emprise du devoir et du dénuement ?

Alors qu'en 1903, la *Commission de Topographie* était le produit d'un projet qui rassemble, dans une même volonté, un noyau d'acteurs engagés sur le terrain et un Comité Directeur du Club Alpin fortement impliqué, en 1923, la création de la « *Commission des Travaux Scientifiques* » relève davantage du devoir « *noblesse oblige* » et d'une suggestion du *Service Géographique de l'Armée*, que de l'impulsion d'un projet pensé et porté en interne. La collaboration avec le *Service Géographique de l'Armée* change de nature ; l'initiative passe de la capacité de proposition de la *Commission de Topographie* au mandat donné par le *Service Géographique de l'Armée*. L'aiguillon se

transforme en prestataire ! Cette inversion sera lourde de conséquences, non seulement en termes d'objectifs et de conduite de l'action, mais également en ce qui concerne le devenir de la Commission.

À l'issue de la Grande Guerre, la société est en proie à de profonds bouleversements : le pays est confronté à des générations décimées, il lui faut répondre à l'ampleur des destructions matérielles et s'adapter au passage d'une économie de guerre à une économie de paix. Fait nouveau, à la sécurité du patrimoine succède une instabilité, source de précarité. En matière de recherche, le perfectionnement des instruments et des méthodes de traitement des données et les compétences requises engendrent des coûts de fonctionnement qui deviennent hors de portée du patrimoine personnel ou familial. Le temps du savant, unique détenteur du choix comme de la conduite de ses travaux en les finançant sur ses biens propres, relève du passé. L'épopée des Vallot signe la fin d'une époque.

Les acteurs historiques, tout comme ceux du présent, sont confrontés à un véritable choc culturel. Pour exister, la recherche privée doit s'adapter ; il lui faut limiter ses ambitions et accepter le caractère transitoire qui s'attache au travail des défricheurs. Une difficile transition s'annonce. Au volontarisme technique et au quasi-monopole de la *Commission de Topographie* en matière de haute montagne, aux ajustements de convenance qui avaient présidé les rapports entre la *Commission de Topographie* et le *Service Géographique de l'Armée*, succède un retour à des conditions et des procédures plus conventionnelles. Au savant cantonné dans ses travaux se substitue un chercheur confronté à la négociation et la gestion des contraintes matérielles propres à son projet et aux financements inhérents.

À la différence de la période précédente étudiée dans la première partie de cet ouvrage, qui privilégie la formation des idées et des savoirs en matière de Haute Montagne, cette seconde partie consacre une part importante, compte tenu des évolutions en cours, à l'analyse des stratégies d'adaptation mises en œuvre par les protagonistes. Des évolutions de cette importance requièrent, pour être acceptées puis maîtrisées, une mise à plat des références et des moyens de l'action, et par voie de conséquence, un crédit de temps. Ce ne fut pas le cas. À l'imagination créatrice et au volontarisme des défricheurs va succéder le poids du devoir, puis un repli sur le formalisme des gestionnaires.

Dans le souci de respecter l'esprit de ce travail, il convient de rappeler que les interprétations ou commentaires proposés, ne sauraient être assimilés à des « vérités révélées ». Ils ont simplement, par le jeu des écarts produits et relevés, intention et valeur d'interpellation. Afin de permettre au lecteur d'être, non seulement destinataire mais à même d'opposer sa propre vision, il convient de lui donner accès aux matériaux qui fondent nos analyses. D'où l'importance accordée aux annexes qui accompagnent certains chapitres de cet ouvrage.¹

Des pesanteurs du passé aux ambiguïtés du présent

En 1914, la *Commission de Topographie* est à son apogée ; quarante années de travaux ont créé la tradition scientifique du Club Alpin. En revanche, le temps des défricheurs révolu, la domination technique que la *Commission de Topographie* avait exercée dans les domaines de la cartographie et des connaissances de la haute montagne prend fin. La nécessité, pressentie par Henri Vallot, d'une actualisation des ob-

1. Rappel des travaux effectués dans le sillage de la *Commission de Topographie*, 1914-1923 : Annexe C.

jectifs et du fonctionnement de la commission connaît une parenthèse qui déborde largement des quatre années de guerre. Au retour de la paix, sur quelles bases repartir ?

La relance des travaux à caractère scientifique souffre d'un triple handicap. L'âge des fondateurs s'accompagne de leur disparition progressive. Les piliers de la *Commission de Topographie* sont touchés au tout premier chef. La chronique nécrologique des *Annuaire*s est, à ce sujet, éloquente : décès d'E. Belloc en 1914, du Colonel du Génie F. Prudent en 1915, de H. Duhamel en 1917, de H. Vallot et H. Brégault en 1922, du Prince Roland Bonaparte et de F. Schrader en 1924, de J. Vallot en 1925, de l'Abbé Gourier en 1931, de A. Meillon et du Lt. Colonel Noirel en 1933.

La rupture générationnelle, consécutive aux années de guerre, suscite une solution de continuité entre une génération « en fin de carrière » et une quasi-absence de postulants à la succession... Génération décimée, cursus affectés par les années passées au front, problèmes de réinsertion, etc., alors qu'il lui faudrait « réinventer » les particularités qui ont été à l'origine de son attractivité et de sa capacité d'action, notamment le caractère pluriel de sa composition, qui eut pour effet de la constituer en lieu de brassage des idées et source d'impulsions mobilisatrices. La *Commission de Topographie*, ou ce qui en subsiste, en est réduite à rechercher l'issue dans une réplique quelque peu laborieuse du passé. À l'élan créateur des débuts du Club Alpin se substitue, produit dérivé de la croissance numérique de l'association et du développement conjoint de l'appareil, un esprit gestionnaire plus apte à concevoir une organisation qu'à générer un projet.

Le Congrès de Monaco, une belle réalisation mais dépourvue d'avenir

Sous l'égide du Baron Gabet, alors Président du Club Alpin Français (1919-1922), un *Congrès International de l'Alpinisme* est organisé à Monaco en 1920. Cette manifestation doit affirmer le retour du Club dans le paysage montagnard et principalement dans les domaines de la connaissance. Pour ce faire, il invite « *non seulement les membres survivants de l'ancienne Commission de Topographie, mais un grand nombre d'autres spécialistes. En quelque sorte, une imitation du Collège de France, où presque toutes les sciences étaient représentées* ».

Hélas un schéma organisationnel ne construit pas nécessairement le fait. Si en apparence le Congrès tient ses promesses, c'est une incontestable réussite en termes d'événement, le volontarisme nécessaire à un suivi fait défaut. Le Congrès de Monaco a produit une belle coquille mais qui, faute d'un projet mobilisateur et d'un noyau qui le porte, restera quasiment vide ! « *La Sous-commission de Biologie ne se réunit jamais ; les Sous-commissions de Géologie et de Glaciologie ne tinrent séance qu'une fois. En effet, la glaciologie, dont P. Mougin est d'ailleurs le représentant le plus qualifié que nous possédions en France, est une science dont les recherches supposent des frais considérables, auxquels seul peut suffire le budget d'un Service Public ; ces recherches sont poursuivies fort diligemment par le Service des Grandes Forces hydrauliques... Faute de pouvoir se réunir, la Sous-commission de Géologie dut cesser son activité... Seule la Sous-commission de Topographie possédait des traditions, une méthode de travail, des adhérents à portée de convocation ; aussi, malgré le changement des étiquettes, elle incarna bien-*

tôt l'activité scientifique du Club Alpin Français ».²

La disparition d'Henri Vallot (1922) survient à ce moment crucial pour l'avenir des activités scientifiques du C.A.F. Véritable « conscience » de la *Commission de Topographie*, il a présidé aux destinées de cette dernière jusqu'à l'interruption des activités en 1914. Il avait alors 61 ans, la question de sa succession était hors sujet ! Le vide qui s'ensuit contribue, pour une bonne part, au glissement qui conduit à traiter la proposition du Service Géographique de l'Armée en termes de décision administrative plus qu'en termes de projection sur l'avenir ; à se couler dans le rôle de prestataire, plus ou moins explicitement proposé, sans en envisager les implications sur le devenir de la Commission.

La Commission des Travaux Scientifiques : une décision censée sauvegarder la vocation scientifique du Club Alpin

En 1921, le *Service Géographique de l'Armée* reprend la publication de la Carte de France au 50.000^e (feuilles des Alpes) et propose au Club Alpin d'en vérifier les nomenclatures. En proie aux aléas du présent, la direction du C.A.F. voit dans la proposition du Service Géographique de l'Armée une issue salvatrice. En 1923, Francis Regaud, nouveau Président du Club Alpin Français, estime qu'il convient de répondre positivement à la proposition du *Service Géographique de l'Armée* et décide de créer la *Commission des Travaux Scientifiques*, version modifiée de l'ancienne *Commission de Topographie*.

L'offre de collaboration et la réponse du Club Alpin, révèlent leurs ambiguïtés dès lors que, dépassant le récit des-

criptif, nous considérons les enjeux en cause et les stratégies qui en découlent. Pour ce faire, nous partirons des intentions déclarées ou présumées des protagonistes. Ainsi, le *Service Géographique de l'Armée* « veut éviter de se retrouver, à l'exemple de la feuille de Tignes, sous le feu des critiques de la Commission de Topographie » (L. Maury). La toponymie ne relevant pas directement de ses attributions, le *Service Géographique de l'Armée* propose une délégation au Club Alpin, disposition présentant l'avantage d'utiliser ce dernier, tout en le neutralisant. De surcroît, l'intervention d'un tiers relevant du privé, présumé neutre parce que hors du circuit de décision, constitue un détour protecteur. En effet, l'examen des dénominations soulève la question d'éventuelles corrections (déformations orthographiques, phonétiques, d'usage, etc.) consécutives au travail des intervenants : agents du cadastre, secrétaires de mairie, instituteurs, géographes militaires ou civils. Corriger revient alors à pointer des fautes. L'existence de doublons en matière de dénominations entre Ministères ou Services administratifs (Armée, Intérieur, Postes) s'avère susceptible de poser de délicats problèmes d'arbitrages entre parties prenantes. Cette délégation paraît d'autant plus souhaitable qu'à défaut d'un investissement préalable en matière de toponymie, l'expérience des alpinistes-topographes, antérieurement confrontés aux problèmes des dénominations en montagne, représente un gain de temps et de moyens.

Pour sa part, le Club Alpin voit dans l'offre du *Service Géographique de l'Armée* une forme de consécration qui augure d'un avenir à la hauteur des réalisations passées. La proposition arrive à point. Succédant à l'échec du Congrès de Monaco, elle constitue un relais idéal pour relancer, par le biais de la toponymie, les travaux de la *Commission de Topographie*. À défaut d'un projet

2. Note de R. Perret, *L'Œuvre Scientifique du Club Alpin Français (1874-1922)*, Club Alpin Français, Commission des travaux scientifiques, 1936, p. 140-141.

d'origine interne, un substitut d'origine externe en tiendra lieu. À la fois acteur et témoin le Lieutenant-colonel L. Maury nous apporte un témoignage de première main : « En 1921, le Service Géographique de l'Armée, voulant reprendre la publication des feuilles de la nouvelle Carte de France au 50.000^e, relatives aux Alpes, publication qui avait été interrompue en raison de la guerre, envoya au Club Alpin Français les minutes des quatre feuilles Lanslebourg, Mont d'Ambin, Bourg Saint-Maurice et Petit Saint-Bernard, prêtes depuis 1914, en lui demandant d'en vérifier la nomenclature ». Mais, depuis 1914, la Commission de Topographie ne s'était plus réunie. Ce ne fut qu'au commencement de 1923 qu'elle fut reconstituée sous le nom de Commission des Travaux Scientifiques. Le Club Alpin put alors s'occuper de répondre à la demande du Service Géographique ».³

Ainsi l'engagement scientifique du Club Alpin, tout comme la collaboration avec le Service Géographique de l'Armée, est pérennisé. Au niveau de la narration tout est au mieux dans le meilleur des mondes. Reste que, des zones d'ombre masquent une partie du scénario.

Les dessous d'une mutation, l'aiguillon se transforme en prestataire

La décision de répondre favorablement à la proposition du Service Géographique de l'Armée n'est pas en soi critiquable, elle s'inscrit dans une logique. En revanche, la mise en œuvre est plus ambiguë. Au niveau des déclarations et des textes officiels, la Commission des Travaux Scientifiques s'inscrit dans la continuité de la Commission de Topographie. Dans les faits, et sans doute à son insu, elle se constitue à contre-pied

de cette dernière. La composition de la Commission de Topographie comparée à celle des Travaux Scientifiques s'avère instructive. Le socle ainsi défini, suivons le fil d'Ariane des ajustements successifs.

La Commission de Topographie (1903) est un projet lancé et porté par ses protagonistes, des alpinistes-topographes du Club Alpin et des membres du Service Géographique de l'Armée. Les auteurs publiant dans les *Annuaire*s, lieu de rencontre et d'agrégation, ont constitué le vivier initial dans lequel ont été puisé les membres de la Commission de Topographie, puis, pour une bonne part ses élargissements successifs. La diversité des origines et des expériences a initié un dispositif de travail qu'aujourd'hui nous qualifierions d'interdisciplinaire. Au départ sept membres titulaires, ont constitué le noyau fondateur de la Commission de Topographie (1903-1914) : Le Lt-Colonel F. Prudent, Président ; H. Vallot, Secrétaire ; Lt-Colonel R. Bourgeois ; P. Helbronner ; E. de Margerie ; F. Schrader ; J. Vallot ; puis s'adjoint M. de Larminat en 1910.

Tous sont à la fois proches ou parties des instances décisionnelles du C.A.F., et/ou relèvent du Service géographique de l'Armée. Tous, à l'exception de J. Vallot, ont été à des titres divers impliqués dans les travaux de topographie qui, au temps des *Annuaire*s, ont été conduits en commun par des alpinistes et des géographes des Armées. Ce noyau initial s'élargira rapidement avec l'arrivée de membres correspondants. Une liste de vingt-trois membres figure dans la première livraison des procès-verbaux de la Commission de Topographie, 1903-1907 (p. 3-4). Ces nouveaux arrivants ont pour effet d'élargir les domaines de compétences et de renforcer la Commission en tant que lieu d'échange et de coordination.

3. Les Noms de Lieux des Montagnes Françaises, Léon Maury, 1929, p. 49.

À partir de novembre 1906, une nouvelle catégorie de participants est introduite : les invités. Il s'agit de personnalités assistant occasionnellement, à une ou plusieurs séances. Leur nombre se situe entre zéro et deux par réunions. Ces « invités » sont en majorité appelés à intervenir dans le cadre d'explorations topographiques en territoires mal connus (la France est alors en pleine épopée coloniale). La diversité des situations et des questions relevant de ces nouvelles participations a pour effet de susciter au sein de la *Commission de Topographie* un brassage d'expériences entre des géographes qui, formés et accoutumés aux procédures normales, se trouvent démunis dès lors que le milieu requiert des arbitrages entre conformisme technique et ajustements circonstanciels, et des alpinistes-topographes entraînés à intervenir dans des conditions souvent « aux limites de l'orthodoxie technique ».

La Commission des Travaux Scientifiques (1923) : un objet et une organisation subordonnés à une initiative d'origine et à une destination externes

Dans le souci de préserver une forme de continuité la « *Commission élut pour président le doyen de l'ancienne Commission de Topographie, le vénéré F. Schrader ; pour Secrétaire Général Paul Girardin ; mais se divisa aussitôt en sous-commissions indépendantes : Topographie, dirigée par le Lt. Colonel Noirel, du Service Géographique de l'Armée ; Géologie, confiée à Louis Gentil ; Glaciologie remise à P. Mougin ; Biologie, que le Dr Bayeux était chargé d'organiser* ». ⁴

La *Sous-commission de Topographie*, qui inclut la toponymie, s'adjoint des personnalités choisies pour leur perti-

4. *L'Œuvre Scientifique du Club Alpin Français (1874-1922)*, Club Alpin Français, Commission des travaux scientifiques, 1936, p. 140-141.

nence au regard de la demande du *Service Géographique de l'Armée*, certaines relevant directement de ce service. Les autres sous-commissions ne dépassant pas le stade de projet, la *Commission des Travaux Scientifiques* devient, de fait, uni-disciplinaire autour de la toponymie. En juin 1924, Emmanuel de Margerie succède à Franz Schrader, alors Président de la *Commission des Travaux Scientifiques*. Le premier a cinquante-huit ans, le second quatre-vingt. *Bis-repetita !*

Le Président de Margerie, constatant la dispersion et les disparités des activités, décide de rassembler les énergies dans le cadre d'une commission unique. En contrepartie, soucieux de préserver le pluralisme des origines, il s'adjoint trois Vice-présidents représentant les principales composantes de l'ex *Commission de Topographie* : le Lt. Colonel Noirel (*Service Géographique de l'Armée*) pour la topographie ; M. Gentil, *Membre de l'Institut* pour la géologie ; M. Mougin, *Inspecteur Général des Eaux et Forêts*, pour la glaciologie. Mais seul le Lt. Colonel Noirel, Vice-président en charge de la topographie (en fait de la toponymie), aura un rôle effectif. En dépit de la nomination de Vice-présidents pour la géologie et la glaciologie, ni les participations ni les travaux ne connaîtront une ouverture ou une impulsion nouvelle. En conclusion, la toponymie occupe l'espace « organisé », les travaux de topographie et assimilés relevant plus du volontarisme individuel et des relations antérieurement constituées, que du collectif.

L'historicité au placard, ou la production d'un leurre

Comme tout un chacun, le Club Alpin, dans la conception et la conduite de ses entreprises, doit prendre en compte et concilier deux échelles de temps. D'abord le « temps de l'action », qui

s'inscrit dans le terme court de la réactivité avec, à titre d'exemple, la décision de répondre positivement à la proposition du *Service Géographique de l'Armée* suivie de la création d'une *Commission des Travaux Scientifiques*. Ensuite, le « temps du projet », dont les effets attendus sont différés ; ce qui suppose, tant au sein du Club Alpin que dans les rapports avec l'extérieur, la capacité de générer et de maîtriser une action inscrite dans la durée.

La gestion conjointe de ces deux échelles temporelles est d'autant plus cruciale qu'un décalage important distancie le temps des décisions opérationnelles (composition, nature et objet des travaux) du temps différé lié aux conséquences : renforcement ou déviation à l'égard des valeurs ou objectifs déclarés, édification ou détérioration de l'image de l'institution, etc. Rappelons que plus de deux décennies ont été nécessaires pour instituer le C.A.F. comme interlocuteur légitime en matière de haute montagne, sans oublier que pour y parvenir il aura fallu la conjonction des *Annuaire*s et de la *Commission de Topographie*.

Déconcertée par l'absence de perspectives du Congrès de Monaco, la direction du C.A.F. a donné valeur de substitut à l'offre du *Service Géographique de l'Armée*. L'idée n'était pas fausse mais une condition devait être respectée : que le délai ainsi octroyé soit utilisé pour refonder la Commission et la doter d'un projet qui lui soit propre. Hélas, Henri Vallot décédé, la tentative d'actualisation de l'objet comme du fonctionnement de la Commission a disparu avec son auteur. La direction du C.A.F., en porte-à-faux avec son passé, cherche alors à préserver, à défaut du fond, la forme. Ce palliatif facilitateur a pour effet pervers d'inciter les acteurs du moment à s'attacher à la gestion des apparences plutôt que d'affronter les difficultés voire les contradictions du

moment. Une conduite de l'action fondée sur la saisie d'opportunités et inscrite dans le court terme risque fort de se transformer en leurre. Pour que le leurre perdure et conserve sa capacité d'illusion, il importe de le préserver de toute confrontation avec le temps révélateur d'écarts.

L'historicité, mémoire des valeurs ou intentions n'est-elle pas alors, par commodité, au même titre que la conscience du Père Ubu, sommée de « rentrer dans la valise », en d'autres termes, reléguée au rayon des archives ?

Après ce petit détour consacré à l'exposition de quelques considérations générales, reprenons notre investigation des conditions qui ont conduit à la création de la *Commission des Travaux Scientifiques*, puis déterminé ses orientations. Une absence relevée dans les archives du Club Alpin suscite l'attention. Alors que le recueil des *Notes de Séances* de la *Commission de Topographie* est disponible, les *Notes de Séances de la Commission des Travaux Scientifiques*, qui figurent dans la bibliographie proposée par Léon Maury dans *Les Noms de Lieux des Montagnes Françaises*, s'avèrent introuvables.⁵

La réalisation programmée de ce document de base aurait-elle été victime d'une bourde administrative, notes de séances égarées, rédaction interrompue à la suite d'une défaillance du ou des rédacteur(s), coûts sous-évalués ? Ce qui semble peu probable compte tenu du sérieux qui préside la gestion du Club Alpin. Le « blanc » relevé dans la documentation du Club serait-il un acte manqué ?

La mise en parallèle des deux ouvrages de L. Maury, édités par le C.A.F., conforte ce questionnement (figure 67).

5. Bibliographie, *Les Noms de Lieux des Montagnes Françaises*, Léon Maury, 1929, p. 302.

Figure 67 : Couvertures des deux ouvrages de Léon Maury publiés en 1929 et 1936 dans le cadre de la Commission des Travaux Scientifiques.

Les Noms de Lieux des Montagnes Françaises, publié en 1929, est exclusivement consacré aux études de toponymie conduites dans le cadre de la *Commission des Travaux Scientifiques* entre 1923 et 1928. Sa parution suit quasi immédiatement (une année) la fin du programme de travaux de toponymie. Cet ouvrage se serait-il substitué à la publication des notes de séances de la *Commission des Travaux Scientifiques* ? Mais alors *quid* des travaux autres que ceux de toponymie ?

L'Œuvre Scientifique du Club Alpin Français (1874-1922), publié en 1936, soit sept ans après l'ouvrage précédent, traite de l'ensemble des travaux entrepris par le Club Alpin Français ou conduits en collaboration avec ce dernier de 1874 à 1922. Pourquoi la date butoir de 1922 ? Alors que l'institution prône l'historicité, que les *Annuaire*s puis la *Commission de Topographie* constituent les chaînons qui perpétuent l'engagement scientifique du C.A.F., *Les Noms de Lieux des Montagnes Françaises* de Léon Maury a toutes les apparences d'une parenthèse (figure 67) ;

c'est un ouvrage exclusivement consacré aux travaux de toponymie entrepris à la demande du *Service Géographique de l'Armée*.

Léon Maury aurait-il, volontairement ou non, par l'ordre et la nature de ces deux publications, pointé le porte-à-faux de la *Commission des Travaux scientifiques* ? Compte tenu du flou qui caractérise cette période, nous avons choisi de présenter au lecteur deux regards que le moment distingue et qui ont, sans doute, chacune leur part de vérité.

Le premier regard porté par le Club Alpin dans le temps de l'action apparaît dans une note publiée dans *La Montagne*.⁶ Compte tenu du caractère officiel de la revue, et du peu de documents disponibles sur cette période (hormis l'ouvrage de Maury), nous avons choisi d'en transmettre l'intégralité : « *Formée tout récemment dans le sein de la Commission générale des Travaux Scientifiques, la Commission de Topographie*

6. *La Montagne*, février 1923, Rubrique Sciences et Arts.

et de Cartographie a été réunie pour la première fois le 29 janvier (1923) par les soins du vénéré président de la Commission générale, M. Schrader. Avant-guerre, il existait une Commission de Topographie dont le très regretté Henri Vallot était le secrétaire et l'animateur. Jusqu'ici, les circonstances n'avaient pas permis de reconstituer cet organe, si indispensable cependant. Aujourd'hui, cette lacune est comblée. La Commission dans cette séance, a élu son bureau. Président : le lieutenant-colonel H. Noirel, du Service Géographique de l'Armée, répétiteur d'astronomie à l'École Polytechnique. Secrétaires : Robert Perret, géographe, docteur-ès-lettres et le capitaine breveté Maury, de l'État-Major de l'Armée ».

« Dès cette première réunion, la Commission, bien décidée à regagner le temps perdu depuis plus de huit années et à se remettre avec ardeur au travail, a voulu prendre conscience de sa tâche et définir le champ d'action qui lui est ouvert. Il est entendu que, sous l'épithète abrégée de Topographie et Cartographie, elle s'occupera aussi des opérations de Géodésie rapide et des recherches de Toponymie qui sont nécessairement à la base de toute carte. Son rôle va être d'encourager tous les efforts qui tendent à l'établissement et à la publication de cartes à grande échelle de nos hautes montagnes, dans les parties que le Service Géographique n'a pas encore levées et qu'il ne pourra aborder avant un certain nombre d'années, et, aussi, de coordonner ces efforts tout en les orientant dans un sens pratique, en vue d'un rendement maximum ».

La Commission a passé en revue les travaux géographiques concernant les Alpes et les Pyrénées (c'est-à-dire géodésiques, topographiques et cartographiques, sans oublier le nivellement de précision), qui ont été exécutés de 1914 à 1922. L'inventaire de ces documents

- tous très intéressants - sera publié ultérieurement dans *La Montagne*. Il importe, en effet, que les alpinistes soient tenus constamment au courant de tous ces travaux, y compris les cartes publiées par le Service Géographique de l'Armée. Ensuite, elle a abordé, dans une discussion préliminaire, la question si complexe de la toponymie, avec l'intention de se limiter toujours aux hautes régions. Problème très vaste, qu'elle a l'intention d'inscrire en tête de son ordre du jour ».

Le second regard, décalé, est celui de L. Maury, ancien Président du C.A.F. À travers son ouvrage *Les Noms de Lieux des Montagnes Françaises*, livre publié sous l'égide de la Commission des Travaux Scientifiques et à en-tête du Club Alpin, il s'interroge sur les conditions de cette relance et les conséquences induites. Il expose le principal de ce que nous pouvons considérer comme la feuille de route : « la Commission [devait] se considérer, dès à présent, comme saisie de la question de l'ensemble de la nomenclature des montagnes françaises. Pour mener à bien cette tâche, il conviendrait, tout d'abord, d'ouvrir une enquête auprès des membres de la Commission, afin d'établir, pour toutes les régions, des règles de transcription, comme cela [avait] déjà été fait, pour une partie des Pyrénées, par la Commission de Topographie et de Toponymie de la Fédération des Sociétés Pyrénéistes. Une fois ces règles établies, on entamerait successivement l'étude détaillée de tous les noms de chaque vallée ou de chaque massif. On pourrait espérer ainsi arriver à déterminer, d'une manière à peu près définitive, la nomenclature des Alpes, des Pyrénées, du Massif Central et des Vosges » (p. 50-51).⁷

7. *Les Noms de Lieux des Montagnes Françaises*, Léon Maury, 1929, p. 50-51.

L'objectif défini, demeurent la nature et la portée du processus engagé. Dès la première réunion, le Lt. Colonel Noirel, Vice-président de la *Commission des Travaux Scientifiques* et futur Directeur du *Service Géographique de l'Armée*, demande que la *Commission de Topographie* s'attache à « *L'établissement d'une toponymie correcte des montagnes Françaises* ». Pour ce faire, La Commission décide de chercher parmi ses membres « *des collaborateurs qui pourraient se charger d'exécuter le travail demandé par le Service Géographique de l'Armée* ». Le Lt. Colonel Noirel précise : « *Si le club Alpin désire examiner la nomenclature complète des quatre feuilles qui lui ont été remises, il faut que son rôle soit clairement défini. Il devra s'occuper de la densité des noms à inscrire sur la carte et, par conséquent, classer par ordre d'importance les noms qu'il proposera, afin de permettre au Service Géographique de faire un tirage. Il devra ensuite se souvenir que la carte au 50.000° est une carte officielle. La toponymie officielle ne peut être modifiée pour de simples détails d'orthographe. Ces modifications relèvent, non du Club Alpin, mais des services et des ministères compétents* ».⁸

Suit une lettre du Président de la *Commission des Travaux Scientifiques* qui prend acte et confirme l'engagement du Club Alpin : « *À la suite de la demande du Service Géographique de l'Armée, la Commission des Travaux scientifiques du Club Alpin Français a entrepris la révision de la toponymie des montagnes françaises, telle qu'elle figure actuellement sur les cartes officielles, ainsi que l'étude des noms nouveaux à inscrire sur les cartes au 50.000° et au 20.000° en cours de publication* ».⁹ Un plan de travail est alors présenté.

8. *Les Noms de Lieux des Montagnes Françaises*, Léon Maury, 1929, p. 205-206.

9. *Les Noms de Lieux des Montagnes Françaises*, Léon Maury, 1929, p. 52.

Le ton est donné. Le *Service Géographique de l'Armée* a pris l'initiative à un double niveau : externe par le biais d'une délégation donnée à un tiers et interne par la participation de ses membres aux travaux et procédures de mise en œuvre. En conséquence, tout au long des années 1923-1928, le *Service Géographique de l'Armée* va, de fait, piloter par le biais des travaux de toponymie la *Commission des Travaux Scientifiques*. En substituant la gestion des apparences à la réalité des faits, la direction du Club Alpin n'a-t-elle pas généré un leurre dont la *Commission des Travaux Scientifiques* sera la victime ?

La suite est prédéterminée. À l'issue d'une demande qui ne connaîtra pas de renouvellement, et en l'absence d'un projet propre au Club Alpin, cette dernière devient un organisme dépourvu de perspectives et de pouvoir d'attraction. À partir de 1928, la *Commission des Travaux Scientifiques* entreprendra une longue traversée du désert !

La Commission des Travaux Scientifiques dans les archives du C.A.F. : dix ans de travaux, une mémoire éparse

Le recueil des « *Procès-verbaux des séances de la Commission des Travaux Scientifiques* », document censé rendre compte des séances et de leur contenu, s'avérant inaccessible ou inexistant, nous sommes conduits à reconstituer l'œuvre de la Commission en croisant plusieurs sources d'information. Cette disposition, fondée sur la diversité des origines, permet de surmonter le formalisme des documents administratifs et révèle les biais particuliers aux différents intervenants. À défaut d'un ouvrage directeur, la documentation disponible va ordonner notre exploration et lui donner sens. Cependant, les données recueillies sont le fait d'une addition et portent leur lot de contradictions.

Notre essai de « remembrement » recourt à trois sources documentaires que distinguent leurs origines et leurs destinations : 1) les rapports de la *Commission* aux Assemblées Générales du Club Alpin (extraits) ; 2) le relevé des articles à vocation scientifique publiés dans *La Montagne* ; 3) l'ouvrage de L. Maury *Les Noms de Lieux des Montagnes Françaises*. Cette publication est consacrée aux travaux de toponymie entrepris au sein de la Commission de 1923 à 1928. Des listes de participations aux séances de travail de la *Commission des Travaux Scientifiques* figurent sous forme de notes de bas de pages. Ce travail comparatif constitue le socle des investigations et des analyses qui en découlent.

La Commission des Travaux Scientifiques dans les rapports annuels d'activité présentés aux Assemblées Générales du C.A.F.

Ces rapports statutaires, par vocation et construction, restituent l'information que le Club est tenu de transmettre, mais également, et pour une bonne part, l'image qu'il a de lui-même et qu'il entend faire partager. La Commission, ainsi que ses travaux, se présentent comme le prolongement naturel de l'ancienne *Commission de Topographie*. Qu'il s'agisse de l'esprit, des modalités de fonctionnement, ou des réalisations.

- Exercice 1923 : « La Commission a recensé et analysé les travaux d'ordre géographique dont nos montagnes ont été l'objet depuis dix ans. Elle a cherché ensuite comment les résultats... pouvaient s'incorporer, en les complétant, dans les documents déjà recueillis par les services de l'État. Cette documentation est appelée à se développer considérablement, les pouvoirs publics ayant décidé de faire dresser une carte moderne de tout notre territoire, sans oublier nos chères montagnes, si injustement délaissées jusqu'ici. Une pareille

*perspective a incité la Commission à étudier dans le détail les conditions d'une représentation rationnelle des hautes cimes, et à formuler les desiderata des alpinistes en matière de cartes. À ce propos, il est juste de rendre hommage à la libéralité du Colonel Bellot, Directeur du Service Géographique de l'Armée auquel revient l'honneur de cette initiative, et dont les relations avec le Club ont toujours été empreintes de la plus grande cordialité ».*¹⁰

- Exercice de 1924 : « Des Séances mensuelles ont été présidées par Franz Schrader, puis par M. de Margerie, et fréquentées par des membres de l'Institut, des professeurs d'Université, le Ct Léon Maury, l'un des plus dévoués secrétaires de la Commission, le Pr Girardin, Gaurier, Deroy, Heïd, Meillon, etc. Les discussions se sont inspirées des travaux entrepris sur place, comme les levés à la planchette de M. Mettrier sur le fond du Glacier de Vallonnet ou ceux de M. Heïd et de Meillon dans la région Pyrénéenne. Elles ont donné lieu à la rédaction d'intéressants mémoires, tels ceux du Commandant Gaillard et de M. Mettrier sur les cinq feuilles du nouveau 50.000^e des Alpes, le mémoire de M. de Larminat sur « La mise à l'effet des cartes de montagne à grande échelle », celui de M. Blanchard sur les noms de lieux dans les hautes vallées de la Doire Ripaire, du Cluson et de la Varaïta, celui de Robert Perret... sur « La représentation du rocher dans les cartes Topographiques » plusieurs de ces mémoires ont été communiqués au Service Géographique de l'Armée ».¹¹

« Pendant cette période (1923-1929, le Club Alpin Français a pu apporter sa contribution au Service Géographique de l'Armée, dans l'œuvre qu'il a entreprise d'arriver à une représentation du sol de la France, à la hauteur des progrès

10. *La Montagne*, mai 1924, p. 176.

11. *La Montagne*, mai 1925, p. 157-158.

*accomplis depuis un siècle... C'est un grand honneur pour le Club Alpin Français d'avoir vu les identifications et les graphies préconisées par les membres de sa Commission des Travaux Scientifiques adoptées, pour la nouvelle Carte de France, par le Général Bellot, Directeur du Service Géographique de l'Armée ».*¹²

- Dans l'exercice 1927, le texte se distingue par une synthèse lapidaire aux accents de bilan. Elle insiste surtout sur une « *liaison féconde* » avec le Service Géographique de l'Armée qui a permis d'aider la cartographie des Alpes et des Pyrénées.¹³ Enfin, dans l'exercice 1932, le rapport entérine la fin du programme de travaux consacrés à la toponymie et le rôle de Président joué par « *le grand savant qu'est M. de Margerie* ». Il insiste aussi sur ses liens avec les organismes universitaires et scientifiques.¹⁴

La Commission des Travaux Scientifiques dans le miroir des articles publiés dans la revue du Club Alpin

La liste des articles publiés dans *La Montagne* concerne principalement les travaux engagés dans le cadre de l'ex *Commission de Topographie*. La revue du C.A.F. apparaît comme leur moyen privilégié d'expression. Il faudra attendre 1930 pour que paraisse dans *la Montagne* un article traitant de toponymie et relevant de la *Commission des Travaux Scientifiques* ! En contrepartie, l'intégralité des travaux de toponymie (1923-1928) figure dans l'ouvrage de L. Maury qui leur est exclusivement consacré (1929).

Voici le relevé des articles publiés dans *La Montagne* entre 1922 et 1933, en fonction des différents thèmes : to-

pographie, glaciologie et spéléologie. L'essentiel revient à la topographie, toponymie incluse.

La Montagne publie dans son numéro de mars-avril 1922 : « Les noms des heures dans la toponymie alpine ». Cet article, rédigé par le Commandant Gaillard, s'inscrit dans le droit fil du courant de toponymie ethnographique présent dans les *Annuaire*s et qui se retrouve dans certains travaux de la *Commission de Topographie*. « *Les montagnards ont donné souvent le nom d'heures canoniales à des cimes proches de leurs villages [Alpes italiennes] - dans le cas qui nous occupe, la montagne joue le rôle de l'aiguille du cadran solaire [...] Dans les Alpes françaises des Aiguilles ou Pointes du Midi se rencontrent assez fréquemment [...]. Je ne connais pas d'exemples dans les Alpes françaises de noms tirés des autres heures que celle de midi. Quant aux heures canoniales, je ne sais qu'une seule pointe qui leur ait emprunté son nom : c'est l'Aiguille de Tierce (crête du Charbonel, au-dessus de la Vallée de l'Arc), qui indique l'heure de tierce aux fidèles de ce village, lorsqu'entre 8 et 9 heures du matin le soleil se montre au-dessus de cette cime* ».

Petite curiosité, le titre de l'article de Gaillard, daté de 1922, évoque l'ouvrage de L. Maury *Les Noms de Lieux des Montagnes Françaises* publié en 1929.

En 1923, « *La triangulation des Alpes de M. Paul Helbronner* » est une note de R. Perret datée du 29 janvier de cette année. Le rédacteur reprend les grandes étapes du travail de triangulation réalisé entre 1918 et 1923 par P. Helbronner : « *Extension des triangulations sur le massif du Chablais et du Faucigny (1918), Exécution des réseaux s'étendant sur le département de la Haute Savoie (1919-1920), La seizième campagne se déroule sur le quadrilatère Trélod-Granier-Frêne-Bellachat et au*

12. *L'Œuvre Scientifique du Club Alpin Français (1874-1922)*, Club Alpin Français, Commission des travaux scientifiques, 1936, p. 397.

13. *La Montagne*, mai 1925, p. 194.

14. *La Montagne*, avril 1933, p. 154.

Sud-Est du Massif des Écrins (1921), Chaîne Méridienne de Dauphiné-Provence (1923) ». Cette note comporte un additif de L. Maury : « *Compte tenu de l'importance scientifique de la triangulation de M. Helbronner, il nous paraît indispensable de dire ici quelques mots de l'achèvement de ce travail* ». L'ouvrage de Maury, *L'Œuvre Scientifique du Club Alpin Français* est publié en 1936, ce qui permet à l'auteur d'inclure des faits et des commentaires postérieurs à 1923.

En 1923-1924, P. Helbronner termine les calculs de compensation de sa Chaîne Méridienne de précision des Alpes Françaises. « *À partir de 1924, P. Helbronner étend sa triangulation à la Corse, opération qui mobilise des moyens importants et constitue un exploit technique. [P. Helbronner] Fit monter des projecteurs électriques, avec leur source d'énergie lumineuse. Cela nécessita la construction d'un réseau de chemins muletiers. L'aide la plus précieuse fut accordée à M. Helbronner par les Ministères de la Guerre et de la Marine, à la seule condition qu'aucune dépense n'en résulterait pour le Budget de l'État... L'opération commença en mai (1925). Y collaborèrent, pendant six mois, une dizaine d'officiers et plus de deux cents hommes de troupe* ». Remarque de L. Maury : alors qu'il effectuait des triangulations dans le Mercantour, Paul Helbronner aurait repéré sur la ligne d'horizon, les trois plus hauts sommets de Corse. Cette observation serait à l'origine de la jonction géodésique des Alpes à la Corse.

En 1926, *La Montagne* (p. 55-57) présente l'analyse de l'article de R. Perret, « *À propos de la représentation du rocher sur les cartes topographiques* », publié dans les *Annales de Géographie*, le géographe « *s'élève vivement contre l'emploi de la courbe, impuissante à traduire les reliefs très heurtés ; le figuré des meilleurs topographes américains est moins expressif que le dessin de Schra-*

der et des opérateurs Suisses ; même les courbes tracées à l'aide du stéréoautographe ont une rondeur qui contraste avec le style acéré des grandes parois ; elles ne devraient servir que pour appuyer le dessin d'un maître [...] Schrad-der a excellemment dit ce qu'il fallait représenter pour faire le portrait d'une masse rocheuse, c'est la figuration, plus ou moins détaillée ou schématique, de la stratification, du plissement, des diaclases, et parfois du clivage, qui lui permet de caractériser chaque type de rocher [...]. Le problème topographique du rocher, c'est de savoir comment remplir l'intervalle des traits qui correspondent aux accidents naturels du terrain ; une fois les limites des strates et les lignes de cassures projetées, il reste à garnir le dessin et à faire sentir l'effet à l'aide de hachures qui n'obéissent à aucune loi, de telle sorte qu'il est extrêmement facile de confondre les hachures avec les accidents du terrain et qu'il est impossible de savoir ce qui correspond à une vérité ou à une fiction ».

En 1927, dans son numéro de février (Rubrique Science et Arts, p. 65) *La Montagne* publie une note d'information sur les travaux du Service Géographique de l'Armée « *qui se propose de continuer cette année, sur les feuilles de la Mure et de Saint-Christophe-en-Oisans, les levés à grande échelle qu'il a entrepris dans les hautes régions des Alpes* ». Puis en 1928, L. Maury publie *Les travaux de Saint-Saud dans les Pyrénées*, une note relative à la feuille provisoire Peyre Sen Marti, au 20.000^e. En 1929, E. de Larminat écrit *Emploi de la photographie aérienne dans la Carte du Vignemale*. Pour mémoire, cette même année, le principal des travaux conduits sous l'égide du C.A.F., en matière de toponymie, est présenté et analysé dans les quelques trois cents pages de l'ouvrage de L. Maury, *Les Noms de Lieux des Montagnes Françaises*.

En 1930, dans *La Montagne* (p. 380-383), E. de Larminat soumet à une analyse critique les procédés en usage pour renforcer le rendu des reliefs rocheux. « Actuellement la solution qui prévaut est la suivante : Une carte de montagne se compose de deux parties, la partie rendue par des courbes, et la partie rocher, la première comprenant le terrain modelé et le glacier. Ces deux types de surface sont rendus par des procédés absolument différents. Les terrains modelés et les glaciers sont rendus par leurs courbes de niveaux, le rocher par un dessin à la plume, échappant à toute règle bien précise et en fonction du sens artistique de chaque dessinateur, mais pour lequel une convention qui ne date pas d'hier admet, pour faire ressortir le relief du rocher, l'hypothèse d'une lumière éclairant obliquement le terrain ».

Toujours en 1930, une Chronique du C.A.F. en date du 18 mars fait état d'une lettre du Ministre de la Guerre André Maginot dans laquelle il est écrit : « Depuis plusieurs années, la Commission de Topographie du Club Alpin Français prête son concours au Service Géographique de l'Armée, pour la révision de la toponymie des cartes de France intéressant la haute montagne... Je tiens à vous dire combien, en cette circonstance, le concours du Club Alpin a été apprécié et tout le prix que le Service Géographique de l'Armée attache aux études documentées qui lui sont si aimablement fournies par vos correspondants ».¹⁵ Ce courrier du ministre acte la fin du programme de travaux entrepris à la demande du Service Géographique de l'Armée dont voici la liste :

- 1931 - *La Carte du Massif du Mont-Blanc d'Henri*, Joseph et Charles Vallot. Note de L. Maury du 29 janvier.

- 1931 - État des travaux du Service Géographique de l'Armée (Note).

- 1932 - *Les travaux du « Service Géographique de l'Armée » dans les Alpes*. Note de L. Maury.

- 1932 - *L'ensemble des travaux de Saint-Saud dans les Pyrénées*, par L. Maury.

- 1933 - *Les levés d'A. Meillon dans la vallée de Cauterets*. Cf. : *Les levés topographiques d'A. Meillon*, par L. Maury.

- 1933 - *La contribution apportée par le Club Alpin Français à l'exécution de la nouvelle « Carte de France » du Service Géographique des Armées*, par L. Maury.

À propos de la glaciologie, si cette discipline demeure formellement présente dans les esprits, elle est inexistante dans les activités scientifiques du C.A.F. L'initiative se déplace de la recherche privée en direction de la puissance publique en charge des enjeux nationaux. Il faudra attendre les années cinquante pour voir la *Commission Scientifique* renouer avec les études fines des mécanismes glaciaires, dont Joseph Vallot a été le principal artisan. Pour la spéléologie, la fin des *Annuaire*s (1903) s'accompagne d'une reconfiguration des travaux scientifiques au sein du C.A.F. La *Commission de Topographie*, puis la *Commission des Travaux Scientifiques* qui assure la relève, ignoreront la spéléologie jusqu'en 1926, année qui voit le retour de cette discipline au sein du Club Alpin. Le moment est particulièrement propice, alors que le C.A.F. cherche à réactiver sa présence dans les domaines de la science et de l'exploration.

15. *La Montagne*, mai-juin 1930, p. 97.

La Commission des Travaux Scientifiques dans Les Noms de Lieux des Montagnes Françaises

Manifestement inspiré des notes de la *Commission des Travaux Scientifiques* auxquelles L. Maury a assidûment participé au titre du secrétariat de séance, cet ouvrage expose avec rigueur et dans un esprit de synthèse, les études entreprises à la demande du Service Géographique de l'Armée (1923-1928). L. Maury constate, pour le regretter, le peu d'intérêt manifesté par nos grandes institutions, au sujet des dénominations figurant ou devant figurer sur les cartes. *« Il semble bien que, jusqu'à présent, le Dépôt de la Guerre, ultérieurement le Service Géographique de l'Armée, soit la seule des administrations de l'État qui ait eu le souci de la toponymie »*.¹⁶

Le Lt. Colonel Noirel précise la nature et les limites de la demande adressée au Club Alpin. Ce dernier devra *« s'occuper de la densité des noms à inscrire sur la carte et, par conséquent, classer par ordre d'importance les noms qu'il proposera, afin de permettre au Service Géographique de faire un tirage. Il devra ensuite se souvenir que la carte au 50.000^e est une carte officielle. La toponymie officielle ne peut être modifiée pour de simples détails d'orthographe. Ces modifications relèvent, non du Club Alpin, mais des services et des ministères compétents »*.¹⁷

Dès lors qu'il s'agit d'inscrire des noms de lieux sur une carte, L. Maury distingue trois problèmes majeurs : *« Établir quelles sont les véritables dénominations des divers objets (lieux habités, accidents du terrain, cours d'eau, surface), ensuite déterminer comment ils doivent être orthographiés. C'est la question la plus délicate. Enfin, il faut trouver le meilleur*

procédé à employer pour amener les personnes ne connaissant pas la langue, suivant le phonétisme de la quelle sont orthographiés ces noms, à les prononcer aussi correctement que possible ».¹⁸ L. Maury qualifie cette approche de *« toponymie pratique »* et la définit comme *« l'étude de la méthode à employer pour inscrire sur les cartes une nomenclature correcte »* (p. VII). Ces mises au point faites, revenons à l'ouvrage et à son contenu (présentation succincte) :

Les Noms de Lieux des Montagnes Françaises est divisé en quatre parties. La première plus générale, est consacrée au contexte historique. Elle présente les travaux de toponymie entrepris par les alpinistes qui ont précédé et suscité la demande du *Service Géographique de l'Armée* (1903-1914). Le rôle pionnier de la *Fédération des Sociétés Pyrénéistes* et de la *Commission de Topographie* du Club Alpin est souligné. À noter que les travaux de toponymie publiés dans les *Annuaire*s (1874-1902) ne sont qu'allusivement évoqués. Les alpinistes-topographes en cette fin du XIX^e siècle ont abordé la toponymie, plus en ethnographes cherchant à comprendre les rapports de l'homme aux montagnes qui les dominent, qu'en spécialistes s'attachant à définir les règles d'une bonne toponymie : densité sur la carte, filiation, orthographe, prononciation, des dénominations en usage ou préconisées.

La seconde partie décrit l'enquête toponymique réalisée par la *Commission des Travaux Scientifiques* du C.A.F. (origine et programme). Le champ couvert va de la recherche des dénominations aux questions qui concernent les « noms officiels », les artefacts qui affectent les dénominations dans le cours du temps et de l'usage (orthographe, prononciation, sens).

16. Note de bas de page, *Les Noms de Lieux des Montagnes Françaises*, Léon Maury, 1929, p. 13.

17. *Les Noms de Lieux des Montagnes Françaises*, Léon Maury, 1929, p. 205-206.

18. *Les Noms de Lieux des Montagnes Françaises*, Léon Maury, 1929, p. 6.

La troisième partie, plus ciblée, traite de l'orthographe des noms de lieux des montagnes françaises. Les particularités toponymiques régionales sont l'objet d'études fines ; pays de langue d'Oïl, région franco-provençale, la langue d'Oc, la région catalane, la région gasconne, le Pays Basque et l'Alsace-Lorraine. Un chapitre est consacré aux particularités linguistiques et géopolitiques des régions frontalières.

La quatrième et dernière partie est consacrée à une mise en perspective des « *Études toponymiques de détail effectuées depuis 1920* ».

Après avoir rappelé les principes qui ont guidé la proposition du *Service Géographique de l'Armée* et présenté l'étude effectuée par la *Commission des Travaux Scientifiques* portant sur la révision topographique des cartes des Alpes françaises (1923-1927), l'ouvrage s'achève sur une brève présentation des travaux toponymiques exécutés dans les Alpes et les Pyrénées ; les nouvelles feuilles en cours de réalisation, concernent les années 1927-1929.

*Cascade dans la paroi calcaire jurassique du Tenneverge, Haute-Savoie
(cliché : R. Maire).*